

Nouvelle norme professionnelle pour assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées

En application de la loi Lagarde du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, l'arrêté du 24 mars 2011 portant homologation de la norme professionnelle sur les relations entre les établissements teneurs de compte et leurs clients concernés par le traitement d'un dossier en commission de surendettement est entré en vigueur le 1^{er} mai 2011. Cet arrêté précise les modalités d'application de l'obligation pour les banques d'assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées ainsi que de proposer des moyens de paiement adaptés à la situation des ces personnes. Le contrôle du respect de cette norme est assuré par l'Autorité de contrôle prudentiel.

La nouvelle norme professionnelle impose aux établissements teneurs de compte :

- de maintenir le compte de dépôt domiciliataire des revenus pendant la phase d'instruction du dossier par les commissions de surendettement et pendant la durée de mise en œuvre du plan de surendettement ou des mesures de traitement du surendettement, sauf comportement gravement répréhensible du client (non-respect par des clauses contractuelles ou de la législation anti-blanchiment) ;
- d'informer les clients concernés des conséquences de la procédure de surendettement sur la gestion de leurs comptes bancaires et sur les moyens de paiement afférents ; de proposer d'adapter ces moyens de paiement à leur situation aux fins d'éviter les incidents de paiement et de leur permettre de répondre à leurs dépenses courantes à coût réduit ;
- de proposer un rendez-vous pour compléter cette information et discuter des adaptations proposées dans un délai de 6 semaines à compter de la décision de recevabilité ;
- d'adapter le montant de l'autorisation de découvert à la situation de surendettement du client, avec l'accord de ce dernier. En effet, du fait de l'interdiction de paiement des dettes antérieures, tous les remboursements de crédit doivent être « gelés » à compter de la recevabilité du dossier, l'autorisation de découvert peut-être adaptée en conséquence ;
- de valoriser auprès des clients concernés, notamment lors du rendez-vous, leur offre d'alerte par SMS sur l'état de leur compte afin d'en faciliter la gestion.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Le microcrédit en outre-mer : un succès à consolider

Les Instituts d'émission (IEDOM et IEOM) viennent de publier une étude intitulée « *Le microcrédit professionnel en outre-mer : de la création de mono-entreprise au développement économique durable* ». Ces travaux ont été présentés dans le cadre du Comité économique consultatif de l'IEDOM qui s'est tenu le 27 avril dernier, à Paris. Le microcrédit semble s'appliquer avec pertinence dans les géographies ultramarines, du fait de leur dynamisme en termes de création d'entreprises, des spécificités de leur tissu d'entreprises et d'une demande potentielle importante liée à de forts taux de chômage et à une part élevée de personnes en situation d'exclusion. Progressivement développé en outre-mer, sans adaptation majeure du « modèle » d'origine, ce concept a suscité un engouement indéniable, comme en attestent les taux de progression du microcrédit et la part des entreprises financées. Toutefois, l'accès des personnes les plus démunies à ce dispositif demeure encore insuffisant, de même qu'il peine à jouer pleinement son rôle d'outil d'accompagnement vers la 'bancairisation'. Les Instituts remercient l'ensemble des acteurs rencontrés dans les DOM et les COM comme en métropole pour leur disponibilité et les nombreuses données fournies.

Pour se procurer l'étude : http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_microcredit_professionnel_042011.pdf

Médiation du crédit aux entreprises

Le 4 avril 2011, Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services, ont reçu à Bercy, Gérard Rameix, Médiateur du crédit aux entreprises, Henri Jullien, directeur général des activités fiduciaires et de place à la Banque de France, Nicolas de Seze, directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, François Pérol, président de la Fédération bancaire française ainsi que des représentants des entreprises pour signer la Charte de la médiation du crédit prorogeant jusqu'à fin 2012 le dispositif de la médiation du crédit aux entreprises.

A cette occasion, la ministre a confié à Gérard Rameix une mission de propositions pour faciliter l'accès au crédit des très petites entreprises.

Le nombre de dossiers déposés en médiation est en baisse régulière depuis début 2010, cependant la médiation joue pleinement son rôle dans l'accès au crédit des entreprises, notamment les plus petites. Au 1^{er} trimestre 2011, la médiation du crédit a reçu 1 365 dossiers. Le taux de succès est stable à 62 %. 568 entreprises ont été confortées et 7 083 emplois préservés.

Publications au Journal Officiel de la République

Le décret n° 2011-457 du 26 avril 2011 fixant les conditions d'application progressive de la réforme du crédit à la consommation aux contrats de crédit renouvelable en cours a été publié au Journal Officiel de la République du 27 avril 2011.

Publications

1 - ACP

Le rapport annuel d'activité de l'Autorité de contrôle prudentiel est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/rapport-annuel-d-activite-de-l-acp.htm>

2 – Guyane, Martinique, Guadeloupe : l'évolution institutionnelle, une opportunité, pas une solution miracle

Le rapport d'information n° 410 des sénateurs Christian Cointat et Bernard Frimat fait au nom de la commission des lois est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Redressement de l'activité de crédit à fin décembre 2010

A fin décembre 2010, l'activité de crédit dans le département affiche un net redémarrage, en phase avec une conjoncture économique mieux orientée. L'encours sain s'établit en effet à 7,8 milliards €, en hausse de 6,8 % sur un an (+460,3 millions €), contre +1,1 % en 2009. A titre de comparaison, l'encours sain de crédit augmente de 4,5 % sur un an en Martinique et de 4 % en France hexagonale.

Comme dans l'hexagone, les premiers signes de reprise économique observée en 2010 sont davantage portés par les encours de crédits des ménages (+8,9 % en 2010 contre +2,4 % en 2009 et +6,2 % en métropole). L'encours des crédits à l'habitat, principale composante des crédits aux particuliers, enregistre une croissance annuelle de 10,9 % (+174,5 millions €) en 2010, soit plus du double de celle enregistrée en 2009 (+5,1 %) ; les crédits à la consommation des ménages progressent de 5,3 % sur un an (-1,9 % l'année précédente).

S'agissant des entreprises, l'encours de crédit (3,37 milliards €) affiche une hausse de 1,8 % en glissement annuel (+1,2 % en France hexagonale), après avoir diminué de 1,2 % l'année précédente. L'évolution d'ensemble provient essentiellement de la hausse des crédits d'investissement : l'encours enregistre une évolution de 5,2 % (soit +68,9 millions €) fin 2010 pour atteindre 1,39 milliard €, à l'instar des principaux indicateurs d'investissement dans le département. Parallèlement, les crédits à l'habitat (1,60 milliard €) enregistrent un nouveau ralentissement du rythme de croissance (+1,9 % après +4,9 % en 2009 et +6,2 % en 2008). Après un repli de 11,7 % en 2009, les crédits d'exploitation affichent une nouvelle contraction en 2010 (-10,7 %, soit -42,6 millions €).

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM sur la place bancaire locale, l'activité bancaire dans le département devrait poursuivre son amélioration au 1er trimestre 2011, en lien avec une reprise de l'activité économique dans l'archipel.

Nouvelle amélioration du climat des affaires au 1^{er} trimestre

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des entrepreneurs des principaux secteurs d'activité, s'est de nouveau amélioré en début d'année. Cette progression du même ordre qu'au quatrième trimestre 2010 (environ +7 points) permet à l'ICA de dépasser légèrement sa moyenne de longue période (100), ce qui n'était pas arrivé depuis début 2008, avant la crise.

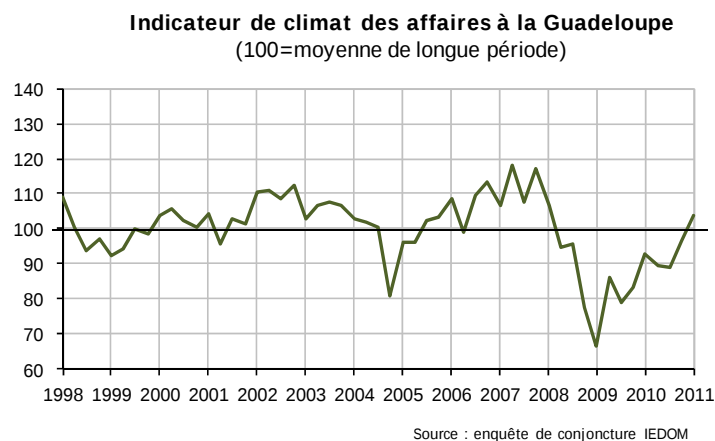
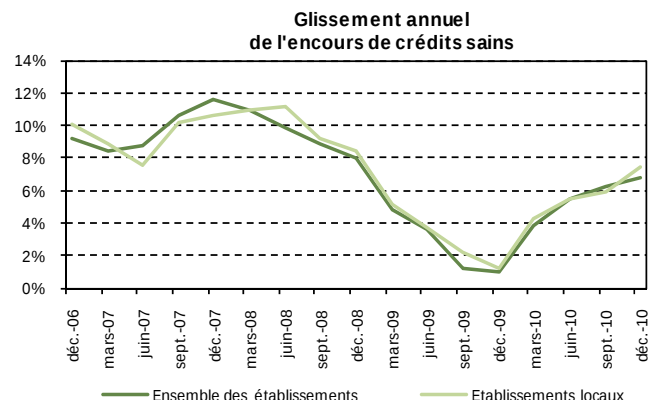
La nouvelle progression de l'indicateur provient surtout des anticipations très favorables des chefs d'entreprise sur l'évolution de l'activité future et de la trésorerie. Les soldes d'opinion relatifs au passé participent également à ce résultat, mais dans une moindre mesure. En dépit de ces éléments positifs, l'investissement des entreprises demeure en retrait : la hausse observée au trimestre dernier ne s'est pas confirmée et pourrait être à rapprocher des difficultés encore rencontrées par les entreprises pour dégager une trésorerie suffisante.

Bilan de la médiation de crédit : un taux de réussite de 41,7 % à fin avril 2011

Au 30 avril 2011, 158 entreprises ont saisi la médiation départementale du crédit. 105 dossiers complets et respectant les critères de médiation ont été acceptés et pris en charge par le médiateur, soit un taux d'éligibilité de 66,5 %. Parmi ces dossiers, 96 ont été instruits jusqu'à terme, dont 40 ont obtenu un avis favorable se traduisant par l'obtention d'un financement. Le taux de réussite du dispositif s'établit ainsi à 41,7 %. Depuis son lancement en novembre 2008, le dispositif de médiation qui a été renouvelé en avril 2011 jusqu'à fin 2012 a permis de débloquer 15,7 millions d'euros de crédit et de préserver 1 603 emplois. Pour toutes infos : <http://www.mediateurducredit.fr>, ou mediation.credit.971@iedom-guadeloupe.fr, tél : 0800 111 971 (prix d'un appel local).

Publications : « Bulletin de conjoncture financière » et « Premières tendances »

L'iedom Guadeloupe vient de publier le Bulletin trimestriel de conjoncture financière du 4^{ème} trimestre 2010 et la note « Premières tendances du 1^{er} trimestre 2011 ». Vous pouvez vous procurer ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Le conflit des transporteurs affecte le BTP

Durant près de trois semaines, les entreprises de la filière du BTP ont été impactées par le conflit des transporteurs de marchandises qui souhaitaient obtenir une revalorisation de leurs tarifs et bloquaient l'accès à la cimenterie. Le conflit a été suspendu le 30 avril suite à l'élaboration d'un protocole d'accord.

Retard dans la livraison de l'hôpital de Capesterre-Belle-Eau

La construction de l'hôpital de Capesterre-Belle-Eau dont la livraison était initialement prévue pour 2010 est à l'arrêt depuis la liquidation de la société Alpha Bâtiment intervenue en juillet 2010. Le repreneur de ce chantier d'un budget initial de 46 M€ (la SARL Landry) a déposé en mars 2011 auprès du tribunal administratif une requête en annulation du marché.

Les prix de l'essence continuent leur progression

Au cours des deux derniers mois, le prix de l'essence a enregistré deux hausses successives, le 1^{er} avril et le 1^{er} mai : le litre du super sans plomb s'élève à 1,57 euro, soit 14 centimes de plus en deux mois et le gazole route passe à 1,41 euro, soit une hausse de 9 centimes. Ces nouvelles augmentations interviennent dans un contexte de tensions dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient impactant les flux et prix des produits pétroliers.

Augmentation de la capacité de production d'EDF

La troisième tranche de la Centrale Thermique du Moule (CTM) a été raccordée début mars au réseau EDF. Cette extension, d'un coût de 120 M€, permet de produire 34 mégawatts par la combustion de charbon, ce qui porte à 90 mégawatts la contribution totale de la CTM au réseau.

Promotion de la destination Marie-Galante

L'Office du tourisme de Marie-Galante a participé du 25 au 27 mars 2011 à la treizième édition du Salon du voyage et des vacances organisé en Martinique par le Comité Martiniquais du Tourisme et la société Open Soft System. Le directeur de l'Office, Aldo Chevy, accompagné de nombreux professionnels du secteur, a profité de ce salon pour promouvoir l'île et la douzième édition du festival Terre de Blues.

Apparition de six nouveaux services de l'Etat résultant de la fusion de 18 administrations

Dans le cadre de la réforme de l'Etat, le gouvernement a ramené de 18 à 6 le nombre de ses services en Guadeloupe. Cette fusion a fait naître au 1^{er} janvier 2011 de nouvelles directions et de nouveaux sigles.

La direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) résulte du regroupement de la direction des services vétérinaires (DSV) et de la direction de l'agriculture et de la forêt (DAF). La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) est née de la fusion de la direction départementale de l'équipement (DDE), de la direction régionale de l'environnement (DIREN), d'une partie de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) et de bureaux anciennement rattachés à la DAF. Le regroupement de la direction et de l'inspection du travail, de la direction de la concurrence, consommation et répression des fraudes, d'une partie de la DRIRE et de l'intelligence économique donne naissance à la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE). La direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DJSCS) a aussi vu le jour. Elle reprend les missions anciennement confiées à la direction de la jeunesse et des sports, à la direction de la santé et du développement social et celles de la politique de la ville. La direction des affaires culturelles (DAC) remplace le service départemental de l'architecture et de la protection du patrimoine ainsi que la direction régionale des affaires culturelles (DRAC). La nouvelle Direction de la Mer (DM) assure les missions auparavant dévolues à la direction des affaires maritimes et se charge d'entretenir les phares et balises anciennement dépendant de la DDE.

Nominations

Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Iles de Guadeloupe (CCIIG), Colette Koury a aussi été nommée en avril présidente de la Conférence permanente des présidents des CCI des DOM. Jean-Pierre PHILIBERT a été élu président de la Fédération des Entreprises d'Outre-mer (FEDOM). Il remplace à ce poste Guy DUPONT. Michel SWIETON succède à Patrick DUMIRIER au poste de directeur régional de Pôle Emploi Guadeloupe le 12 avril 2011.

ACTUALITE REGIONALE

Deuxième édition du Salon de l'Entreprise de Saint-Martin

Le 25 mars 2011 s'est tenue la deuxième édition du Salon de l'Entreprise de Saint-Martin à la Maison des Entreprises de Concordia à laquelle était conviée l'IEDOM. A cette occasion, dans le but de développer la fibre entrepreneuriale des citoyens, « un guide des entreprises » préparé par la CCISM et Initiatives Saint-Martin contenant des informations relatives aux différentes aides auxquelles ils peuvent prétendre a été remis aux visiteurs constitués essentiellement des chefs d'entreprise et des porteurs de projet.

Développement durable et transports collectifs à Saint-Domingue

Le Conseil d'administration de l'AFD a approuvé début avril l'attribution d'un prêt de 230 M\$ à la République dominicaine pour financer sa politique de développement durable des transports collectifs de l'agglomération de Saint-Domingue.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France Mars 2011	125,7	0,4 %	3,2 %
			-	2,0 %
Chômage (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Mars 2011	55 270	-0,1 %	6,3 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations - (en M€) Février 2011	14	-	13,5 %
	Importations - (en M€)	192	-	19,4 %
Energie (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Avril 2011	39	-6,5 %	-9,5 %
	Cumul annuel	149		-4,5 %
Créations d'entreprises (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées Mars 2011	554	-	4,9 %
	Cumul annuel	1 387		-22,3 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Mars 2011	21 272	0,8 %	-6,8 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires Mars 2011	578	56,2 %	14,0 %
	Cumul annuel	1 344		-9,3 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés Cumul à fin Avril	143	-	44,4 %
Entreprises (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Avril 2011	1 064	-16,4 %	-33,2 %
		cumul annuel	-	-17,9 %
	- Nombre Avril 2011	110	-10,6 %	-9,1 %
		cumul annuel	-	-5,9 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Mars 2011	179 500	9,0 %	3,8 %
	Cumul annuel	520 535	-	6,1 %
Trafic portuaire (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Cumul à fin Mars 2011	780 949	-	13,9 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)	208 887	-	-2,4 %
Immatriculations (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs Mars 2011	1 384	3,7 %	-
	(VPN+VUN) Cumul annuel	4 176	-	8,5 %
Construction (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes) Avril 2011	10 602	-49,5 %	-47,1 %
	Cumul annuel	69 909	-	-13,4 %
Banane (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes) Mars 2011	4 004	24,5 %	nd*
	Cumul annuel	10 519	-	55,9 %

*Pas d'expédition depuis la semaine 2010-08 incluse, suite aux retombées des cendres de la Soufrière de Montserrat

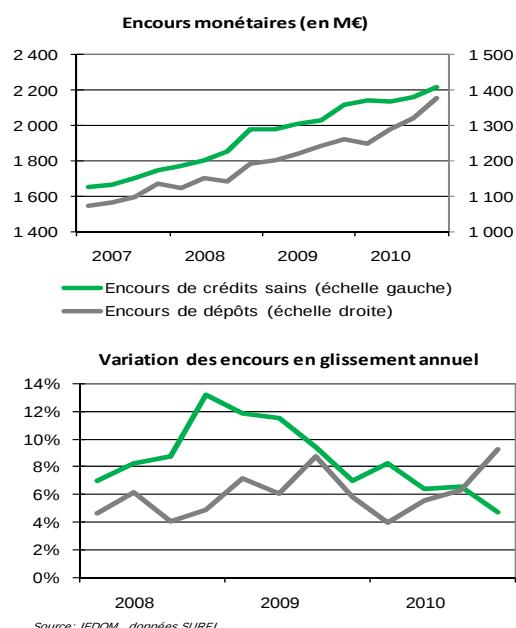
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Bilan 2010 de l'activité des établissements de crédit

Dans un contexte économique plus favorable en fin d'année, l'activité des établissements de crédit est marquée en 2010 par une accélération du rythme de croissance des actifs financiers (singulièrement sur les dépôts à vue des ménages), tandis que la progression des encours de crédits fait ressortir cette année encore un essoufflement de la demande de financement, malgré une légère reprise au 2^{ème} semestre.

A fin 2010, la croissance des actifs financiers détenus en Guyane (1,4 Md€) atteint un niveau (+9,3 %) qui se situe au-dessus de la moyenne observée au cours des trois dernières années (+ 5,1 % par an). En dépit d'une timide reprise de la demande de financement au second semestre, l'encours sain (2,2 Md€) ne progresse que de 4,7 % sur un an, contre +7 % en 2009 et +9,6 % en moyenne annuelle sur les trois dernières années. Ce tassement résulte du ralentissement du financement de l'investissement des entreprises et des collectivités locales, alors que l'habitat stabilise son rythme de progression à un niveau élevé (+10,3 %).

Suite à un important travail d'assainissement des portefeuilles d'encours de crédits, combiné à des politiques plus rigoureuses en matière d'octrois, le taux de créances douteuses de la place (4,7 % à fin 2010) a diminué de moitié en 5 ans (9,4 % au 31 décembre 2005) et demeure stable sur un an.



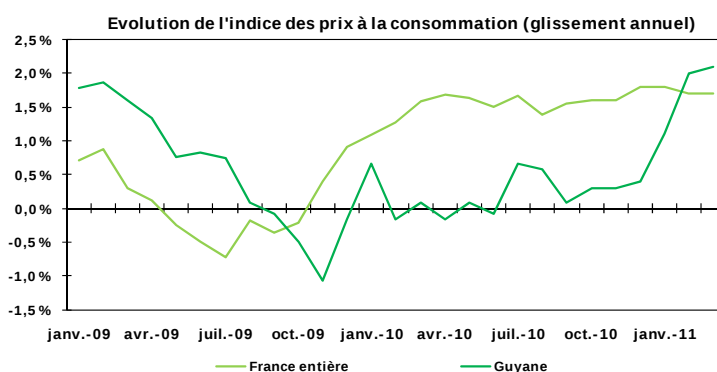
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse sensible sur le mois de mars 2011 (+ 0,4 %). Les postes alimentation et services sont en progression (respectivement + 0,5 % et + 0,6 %), alors que les prix des produits manufacturés et de l'énergie sont stables sur le mois.

Sur un an, l'inflation continue sa progression (+ 2,1 %). Les fortes hausses des prix des produits pétroliers (+ 18,3 %), des produits frais (+ 9,3 %), et dans une moindre mesure, des services (+ 2,1 %) ne sont que partiellement compensées par le recul des prix des produits manufacturés (- 1,3 %).

La progression des prix sur un an en Guyane rattrape peu à peu celle des autres DOM : + 3,2 % à la Guadeloupe, + 2,6 % à la Martinique, + 2,5 % à la Réunion. La hausse des prix des produits frais et des services est bien plus importante en Guyane que dans le reste de la France ; c'est jusqu'alors l'inverse pour les prix des produits pétroliers. Sur l'ensemble de la France, les prix progressent de 2,0 %.



Emploi

Après un recul en février, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) est à nouveau en baisse en mars 2011 (- 1,6 %¹ sur le mois contre une variation mensuelle moyenne de + 0,7 % en 2010), atteignant 16 821 demandeurs (données CVS). Le chômage des jeunes (demandeurs de catégorie A de moins de 25 ans) suit la même tendance, en recul de 2,6 %¹ sur le mois. En revanche, le chômage de longue durée (supérieur à un an) est à nouveau en hausse (+ 0,5 %¹). Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit (+ 9,9 % pour les DEFMA).

Consommation

En cumul sur les deux premiers mois de l'année 2011, les importations de biens de consommation² sont en léger recul de 0,7 % (en valeur), suite aux entrées moins importantes en valeur de produits pharmaceutiques et de produits des industries textiles. En mars 2011, les recettes d'octroi de mer (ménages et entreprises) bondissent de 21,3 % sur le mois, et de 21,8 % sur un an. En cumul sur le 1er trimestre, elles progressent de 10,9 % sur un an.

Le marché de l'automobile se montre dynamique en ce début d'année 2011. Au 1er trimestre, les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent de 13,7 % sur un an, s'établissant à 1 118 véhicules. Les ventes de véhicules utilitaires et de véhicules d'occasion suivent la même tendance, à respectivement + 13,3 % et + 8,0 %.

Commerce extérieur

Cumulées sur les deux premiers mois de l'année, les importations de biens enregistrent sur un an une augmentation de 20,2 % en valeur, portée par les entrées de produits agroalimentaires (+ 11,9 %) d'une part, et d'autre part par certains biens d'équipement (+ 98,2 % pour les produits chimiques sur un an ; + 68,3 % pour les produits informatiques et électroniques) d'autre part. En parallèle, les exportations de biens restent quasiment stables sur l'année (- 0,4 %).

¹ Evolution après CVS.

² Importations des « textiles, habillement, cuir et chaussures », « produits pharmaceutiques », « produits manufacturés divers », « produits de l'édition et de la communication ».

BTP

En mars, les ventes de ciment semblent marquer le pas par rapport aux deux premiers mois de 2011 très dynamiques. Affectées entre autres par une météo défavorable, elles reculent de 25,9 % sur le mois, et de 3,7 % sur l'année. Cependant, les perspectives 2011 de la filière restent bonnes, grâce notamment à un volume important de commandes publiques (logements sociaux, reconstruction du quai n°2 de Dégrad des Cannes ou encore projet de station d'épuration sur Cayenne).

Carburants

L'arrêté préfectoral n°658 du 28 avril 2011 fixe, à compter du 1^{er} mai 2011, le prix de détail des carburants à 1,67 € / litre pour l'essence (soit une hausse de 7 centimes), et 1,50 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 1 centime).

Le principal facteur expliquant cette évolution est l'augmentation du cours du baril en raison du contexte international tendu (le prix moyen du baril de pétrole brut progressant de 8 % entre mars et avril 2011), alors que parallèlement, l'euro se renforce face au dollar et les prix du fret reculent légèrement.

Services de l'Etat

Lors du Conseil des Ministres du 20 avril 2011, le préfet de Guyane M. Férey a été nommé préfet hors-cadre, à sa demande. M. Labbé, actuel sous-préfet de Lorient, a été nommé pour le remplacer.

Finances publiques

Le Conseil Régional a signé le 26 avril 2011 son premier contrat territorial avec la ville de Saint-Laurent-du-Maroni. D'un montant de 3,2 M€, ce contrat vise à mettre en place des politiques de développement et d'aménagement du territoire coordonnées entre les deux partenaires. La Région va financer des projets de travaux de voirie, d'éclairage, des aides au développement d'entreprises ou à la formation. Cette démarche de contractualisation, qui a vocation à être renouvelée tous les ans, devrait s'établir à l'avenir avec chaque commune de Guyane.

Marché du travail

Pôle Emploi présentait le 5 avril 2011 son enquête sur les besoins en main d'œuvre de la région. En 2010, 4 727 offres d'emploi ont été satisfaites, dont 30 % en CDI. 4 287 intentions de recrutements sont enregistrées en 2011, dont la moitié en CDI. Les secteurs les plus dynamiques sont, sans surprise, le bâtiment, les services et en particulier le secteur médico-social. Les établissements interrogés dans le cadre de l'enquête font état de difficultés de recrutement accrues (plus d'un recrutement sur deux est jugé « difficile »), principalement en raison de l'inadéquation du profil des candidats (manque de formation ou d'expérience). Enfin, le bassin de Cayenne reste traditionnellement le principal pôle de recrutement (70 % des intentions d'embauche), mais le bassin saint-laurentais est le plus dynamique, avec une forte augmentation des projets de recrutement.

Prestations sociales

Le 11 avril 2011, l'INSEE, l'Agence départementale d'insertion et la Caisse d'allocations familiales ont présenté une étude conjointe, remise au Conseil général, qui dresse le bilan du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) depuis 1988 en Guyane. Sur la période 1989-2009, le nombre d'allocataires du RMI a été multiplié par 5. Les allocataires du RMI représentent 6 % de la population du territoire guyanais dans son ensemble, mais cette proportion varie en fonction des communes : de 10 % sur Camopi et Awala-Yalimapo, à moins de 5 % sur les petites communes du centre guyanais. Sont aussi soulignés les problèmes de financement de cette politique sociale, puisque les dépenses ont augmenté plus vite que les recettes ; le budget consacré au RMI représentait 30 % du budget de fonctionnement du Conseil général en 2008. L'étude dresse également les perspectives de l'introduction du Revenu de Solidarité Active dans les DROM (depuis début 2011) : le RSA couvrira les allocataires de l'ancien RMI et de l'Allocation Parent Isolé (API), ainsi que les personnes avec un bas revenu. L'étude estime à 3 000 le nombre d'allocataires supplémentaires couverts par le RSA (par rapport à l'ancien système RMI/API)³.

Travaux publics

L'observatoire de la commande publique a présenté le 5 avril les perspectives 2011 du secteur BTP guyanais. L'activité devrait rester soutenue, notamment grâce à une bonne programmation de l'Etat et des collectivités. Les services de l'Etat prévoient des appels d'offres pour un montant global de 150 à 200 M€ ; les intercommunalités montent en puissance avec des investissements conséquents en matière d'infrastructures d'assainissement et de gestion des déchets (notamment la Communauté de Communes du Centre Littoral). D'autres investissements (équipements scolaires et sportifs, équipements ruraux pour les communes de l'intérieur) sont également programmés. Par ailleurs, plusieurs facteurs devraient permettre de dynamiser les constructions de logement : augmentation de la mise à disposition de terrains, simplification des procédures de défiscalisation du logement locatif social. Selon la préfecture de Guyane, entre 1 500 et 2 000 logements sociaux devraient voir leur construction démarrer en 2011.

Grande distribution

Le 7 avril 2011, les producteurs locaux et la grande et moyenne distribution ont signé une « charte de bonne conduite ». D'une part, les producteurs s'engagent à respecter un certain nombre de conditions concernant la quantité, la qualité des produits, les délais de livraison et les tarifs, d'autre part, les distributeurs s'engagent à valoriser la production locale dans les rayons et à réguler les importations en fonction de celle-ci.

Secteur aurifère

La société minière Iamgold, qui s'était vue refuser par deux fois (en 2007 et 2010) l'autorisation d'ouverture des travaux pour son projet d'exploitation minière à la montagne de Kaw, a présenté une nouvelle mouture du projet, intitulée « Harmonie ». Elle prévoit une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux. Iamgold s'engage entre autres à reforester la zone exploitée et à travailler en partenariat avec les associations environnementales. Le Conseil régional a apporté son soutien au projet.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a voté le 7 avril 2011 le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la France et le Brésil dans la lutte contre l'orpaillage illégal.

³ Selon les chiffres fournis par la Caisse d'Allocations Familiales, le nombre d'allocataires couverts par le RSA s'établit à 14 937 personnes en février 2011.

Secteur spatial

Le 22 avril 2011, lors de son 57^{ème} lancement, et après un report pour cause d'incident technique, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : Yahsat Y1A pour l'opérateur émirati Al Yah Satellite Communications Company PrJsc, et Intelsat New Dawn pour l'opérateur New Dawn Satellite Company Ltd. Le prochain lancement est prévu le 19 mai 2011.

ACTUALITES REGIONALES

Elections en Haïti

L'ancien chanteur Michel Martelly a été élu à la présidence d'Haïti et succède ainsi à René Préval. Le candidat a été déclaré vainqueur du scrutin du 20 mars 2011 par le Conseil Electoral Provisoire. Au second tour, il remporte 67,6 % des voix face à la candidate Mirlande Manigat. M.Martelly prendra ses fonctions le 14 mai prochain.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – mars 2011 (Indice base 100 : année 1998)	123,2	+ 0,4 %	+ 2,1 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin mars 2011 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin février 2011	16 904 6 805	- 1,6 % - 2,0 %	+ 9,9 % + 5,5 %
RSA (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mars 2011 Prestations nettes versées en mars 2011	15 218 6,9 M€	+ 1,9 % (1) - 10,7 % (1)	n.d (1) n.d (1)
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer- mars 2011 Rappel : cumul 2011 des recettes	11,9 M€ 30,2 M€	+ 21,3 %	+ 21,8 % + 10,9 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – février 2011 Cumul 2011 Importations – février 2011 Cumul 2011 Taux de couverture en cumul - à fin février 2011	13,1 M€ 23,2 M€ 102,8 M€ 193,0 M€ 12,0 %	+ 76,3 % + 21,2 %	+ 87,2 % - 0,4 % + 18,9 % + 20,2 % - 2,5 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin avril 2011 Rappel cumul à fin avril 2010	2 tirs Ariane 5 (1 ATV et 2 satellites lancés) 0 tir Ariane 5
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (février 2011)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 2 054 tonnes (+ 154,8 %) pour 0,7 M€ (+ 144,4 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – mars 2011 Cumul 2011	6 685 tonnes (- 3,7 % sur un an) 21 339 tonnes (+ 29,7 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2010) Exportations de crevettes (cumul à février 2011)	943,1 tonnes (- 28,9 % sur un an) 72,6 tonnes (- 25,8 % sur un an) pour 0,4 M€ (- 24,7 %)
Or (Source : Douanes) *	Exportations d'or (février 2011)	2,9 M€ (+ 7,2 % sur un an) Pour 0,1 tonne (- 9,3 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières (CVS)

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le surendettement des ménages : une activité 2010 en forte hausse qui se confirme début 2011.

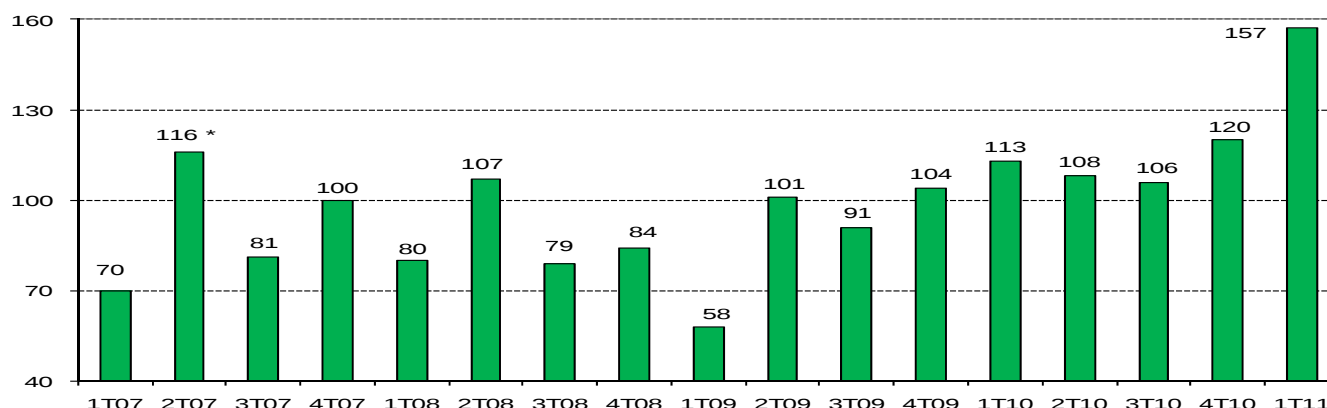
Au cours de l'année 2010, 447 dossiers de surendettement ont été déposés contre 354 en 2009, soit + 26,3 % sur un an. Cette progression a été régulière tout au long de l'année et s'est accélérée en décembre avec un nombre record de dossiers de 53, portant le total du dernier trimestre 2010 à 120 (plus haut historique sur la période 2002-2010). Les 4 premiers mois de 2011 renforcent cette tendance avec 205 dossiers déposés, soit un nouveau plus haut historique.

Les faits marquants de l'année 2010 sont les suivants :

- le taux de recevabilité des dossiers s'élève à 89 % (+ 3 points sur un an),
- le taux de redépôts des dossiers est en baisse de 4 points à 19 %,
- le taux d'orientation vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), pouvant conduire sous certaines conditions à un effacement des dettes atteint 16 % en Martinique, contre 11 % en fin 2009,

L'événement majeur de l'année a été le vote de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde. Plus protectrice pour le consommateur, cette loi soumise à une entrée en vigueur progressive, revêt deux volets principaux : le premier qui concerne la lutte contre le surendettement a pris effet le 1^{er} novembre 2010, le second qui vise à supprimer les abus et les excès du crédit à la consommation est appliqué depuis le 1^{er} mai 2011.

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom données trimestrielles

* Mission du Conseil Economique et Social national en Martinique en mars 2007

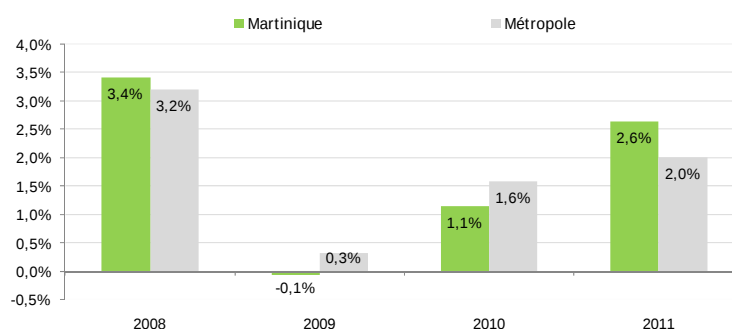
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Indice des prix à la consommation : +2,6 % à fin mars 2011

A fin mars 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 125,9 (- 0,1 % sur un mois). Le taux d'inflation annuel s'établit ainsi à +2,6 % contre + 1,1 % un an auparavant. Il se situe à un niveau supérieur à celui des autres géographies (2 % en Métropole, 2,1 % en Guyane, et 2,5 % à la Réunion), à l'exception de la Guadeloupe (+3,2 %).

Ce relèvement tient à la progression des prix de l'énergie (+16,9 %) et dans une moindre mesure à la hausse des prix des services (+1,9 %). Les prix des produits manufacturés et de l'alimentation sont en légère augmentation (+0,6 %).

Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation
Glissement annuel à fin mars



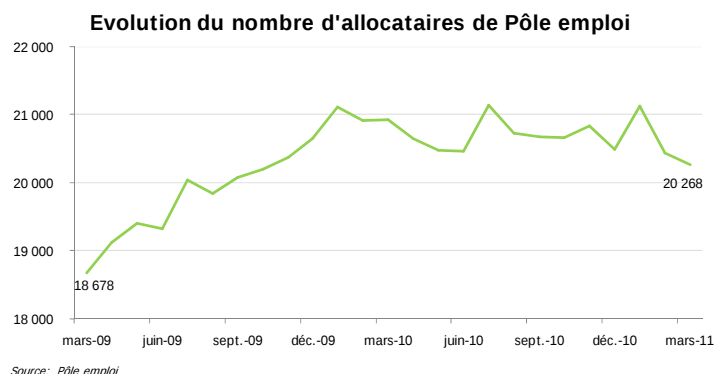
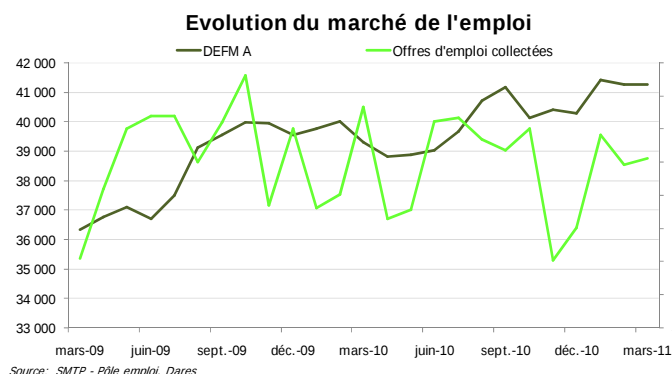
Source: Insee

Hors énergie, la hausse des prix est plus significative qu'à la fin de l'année 2010 (+1,3 % contre +0,7 %), elle atteint ainsi un niveau supérieur à celui de la métropole (+0,9%).

Nouvelle dégradation de l'emploi au premier trimestre ...

A fin mars 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 41 260, soit une hausse de 4,9 % sur un an (+2,5 % sur le trimestre). L'indicateur de chômage gagne ainsi 1,1 point sur un an pour s'établir à 25 %.

Parallèlement, à fin mars, 20 268 allocataires de Pôle Emploi étaient recensés, soit une baisse de 3,2 % sur un an. Le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage atteint 15 321 (-0,5 % sur un an).

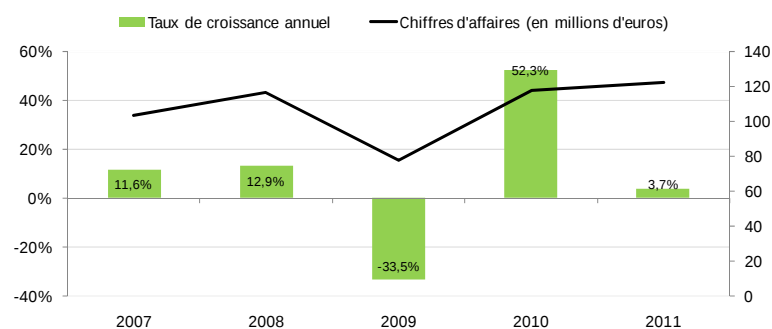


... mais perspectives d'embauches selon l'enquête BMO

Selon l'enquête sur les besoins de main d'œuvre réalisée par Pôle emploi, 20,4 % des employeurs envisagent d'embaucher en 2011, soit 8 770 intentions d'embauche. Toutefois, ces recrutements sont conditionnés par une reprise de l'activité économique. A fin mars, 2 785 offres d'emploi ont été enregistrées, soit +5,9 % sur un an. Cette évolution doit être toutefois analysée avec précaution, seules, 37,5 % des offres sont des emplois durables.

Grande distribution : maintien de l'activité

Chiffre d'affaires cumulés de la grande distribution
cumul de janvier à mars



A fin mars 2011, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établit à 122,2 millions d'euros contre 117,9 millions à fin mars 2010 (+ 3,7 % sur un an), en dépit des difficultés d'approvisionnement, pendant le conflit sur le port de Fort-de-France.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Hausse des prix des produits pétroliers : dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix maximum des carburants routiers a été fixé, à compter du 2 mai à : 1,54€/L pour le super sans plomb (+7 centimes par rapport à avril) et 1,28€/L pour le gasoil (+1 ct). Le prix de la bouteille de gaz est en hausse également, à 24,06€ (+6 cts).

Premier bilan du plan de relance régional

Six mois après son lancement, un premier bilan du plan de relance de l'économie a été effectué. Le plan est principalement basé sur la commande publique (259 M€ dont 106 M€ de fonds régionaux). Les projets ont été sélectionnés en partenariat avec les 34 communes de l'île et les communautés de communes, selon des critères tels que leur aptitude à être réalisés dans les 2 à 3 ans, ainsi que leur potentiel en termes de création d'emplois. Six mois après son lancement, près de 70 chantiers, sur 221 sélectionnés ont pu démarrer. Ces projets ont impacté près de 108 entreprises dont 69 % d'entre elles sont de petites entreprises dont l'effectif n'excède pas 20 salariés.

Livraison de logements sociaux défiscalisés

La première livraison de logements sociaux défiscalisés est intervenue en avril 2011, avec la réalisation de la résidence « La Madeleine » à Fort de France. Elle concerne 70 logements intermédiaires sociaux alors que la programmation de logements locatifs sociaux défiscalisés s'établissait à 500 logements en 2010. La LODEOM a modifié significativement le soutien à la construction et à la réhabilitation de logements, à travers le recentrage de la défiscalisation locative sur le logement social. Les délais de mise en œuvre des opérations sont encore relativement longs, mais devraient progressivement s'améliorer, au fur et à mesure de la montée en charge du nouveau dispositif.

Transat Benodet / Fort-de-France

Les cinq premiers concurrents ont franchi la ligne d'arrivée le 26 avril après plus de 3 000 milles parcourus à travers l'Atlantique. Cette course s'inscrit dans le plan de relance régional de la destination Martinique qui entend renouer avec des événements d'ampleur internationale pour améliorer l'image touristique de l'île.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars 2011	125,9	-0,1 %	+2,6 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2011	41 260	0,0 %	+4,9 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- mars 2011	25,0 %		+ 1,1 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- mars 2011	20 268	-0,8 %	-3,2 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	-0,2 %	+0,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- janvier 2011	198,4	-29,9 %	+12,6 %
	Exportations (en M€)	- janvier 2011	12,6	-10,4 %	-56,0 %
	Taux de couverture mensuel:		6,3 %	-	-9,9 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mars 2011	42,2	+10,7 %	+6,2 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mars 2011	122,2		+3,7 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- mars 2011	17 761	-0,1 %	-5,3 %
	Retrait de cartes bleues (cumul)	- mars 2011	4 996	-	-10,3 %

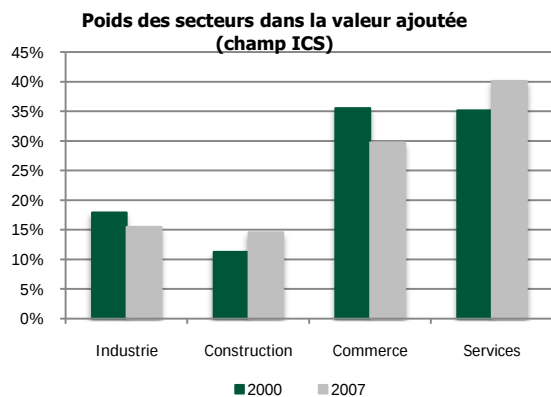
LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- février 2011	134 001	-7,3 %	-6,4 %
		- cumul annuel	278 588		-0,5 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- avril 2011	4 382	-17,4 %	-41,6 %
		- cumul annuel	19 614	-	-65,0 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2011	12 604	-29,0 %	-35,5%
		- cumul annuel	46 924		-3,6 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2011	910	+46,5 %	-9,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2011	199	+37,2 %	+20,6 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		2 863	-	-2,4 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les entreprises à La Réunion

Dans le cadre du projet CEROM (Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer), l'Insee, l'IEDOM et l'AFD ont réalisé une étude proposant une vue d'ensemble des entreprises réunionnaises et de leurs caractéristiques au regard des entreprises métropolitaines ou des autres DOM. Elle montre que la transition économique de La Réunion vers une société de services s'est poursuivie et amplifiée durant la période 2000 – 2008. L'emploi a fortement progressé, notamment à partir de 2004, porté par la hausse des effectifs salariés dans la construction (qui ont quasiment doublé sur la période) et dans les services, qui concentrent près de 70 % de l'emploi salarié.



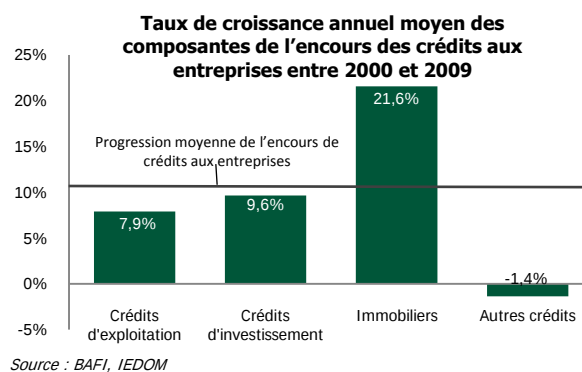
La mutation de l'économie réunionnaise s'est poursuivie dans un contexte de forte croissance. Les services marchands représentent plus de 40 % de la VA globale en 2007 (+ 5 points par rapport à 2000). Le poids de la construction a aussi fortement augmenté, et représente près de 15 % du total en 2007. La valeur ajoutée ayant augmenté plus rapidement que les effectifs salariés, dans un contexte fiscal et réglementaire favorable aux entreprises, son partage s'est fait à part égale au bénéfice des salariés et des entrepreneurs.

Dans ce contexte d'amélioration globale de l'activité, la solvabilité des entreprises¹ (part des capitaux propres dans leur passif total) s'est améliorée, mais reste inférieure à la solvabilité mesurée au niveau national (ratio de solvabilité de respectivement 38,9 % et 40,2 %). En matière d'endettement financier, une dispersion

importante est constatée concernant les entreprises réunionnaises : un quart d'entre elles présentant un taux d'endettement financier brut supérieur à 145 %, très supérieur au taux moyen de 82,6 % en 2008. L'équilibre financier est globalement bien maîtrisé, et les délais de règlement diminuent sur la période 2004 – 2008.

Les entreprises réunionnaises font majoritairement appel aux financeurs installés localement, à la différence des autres DOM. Entre 2000 et 2009, l'encours des crédits aux entreprises a progressé de 10,2 % en moyenne par année. Son évolution reflète la vitalité de l'économie qui a affiché un fort taux de croissance sur la période (notamment entre 2003 et 2007).

L'étude est disponible sur le [site de l'iedom](#).



Le microcrédit professionnel à Mayotte : un outil en plein essor

Le microcrédit professionnel connaît un essor important à Mayotte, sous l'effet des difficultés de la population à s'insérer sur le marché du travail, de la croissance timide du secteur privé et de la persistance de la précarité et d'une économie informelle. Le contexte caractéristique de l'île a conduit à développer des outils spécifiques qui en ont amplifié le succès. Malgré la jeunesse dispositif (moins de 15 ans), les résultats sont encourageants : plus de neuf personnes sur dix parviennent à rembourser leur crédit et le taux de pérennité des entreprises est prometteur : 90 % à trois ans. L'étude est disponible sur le [site de l'iedom](#).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

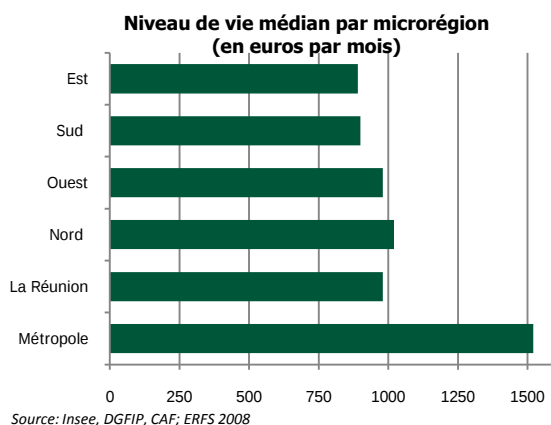
			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation	Mars 2011	125,8	+ 0,1 %	+ 2,5 %
	IPC France entière		123,36	+ 0,8 %	+ 2,0 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO	Décembre 2010	73 356	+ 1,0 %	+ 7,8 %
	Cumul des prestations versées (millions d'€)		417,3	-	+ 2,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€)	Février 2010	774,3	-	- 34,6 %
	Exportations (en cumul - millions d'€)		37,3	-	+ 1,7 %
	Taux de couverture		4,8 %	-	- 0,2 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mars 2010	117 430	+ 0,1 %	+ 10,7 %

¹ Entreprises couvertes par le fichier bancaire FIBEN (CA supérieur à 750 k€ ou total de crédit supérieur à 380 k€).

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mars 2011	168 278	+ 35,5 %	+ 8,6 %
	Cumul 2011		527 528	+ 47,8 %	+ 9,5 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	Février 2010	0,1	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	cumul Fév.	0,6	n.s.	n.s.
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Février 2010	1,0	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	cumul Fév.	5,6	n.s.	n.s.
	Effectifs salariés du BTP	Mars 2010	17 223	+ 2,2 %	+ 1,2 %

Inégalités de niveau de vie à La Réunion en 2008



L'Insee a réalisé la nouvelle enquête "Revenus fiscaux et sociaux" (ERFS), qui utilise les données fiscales de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et les données de prestations versées par la CAF de La Réunion. Cette enquête montre qu'en 2008 le niveau de vie médian réunionnais est de 39 % inférieur à celui de la France métropolitaine. Les inégalités de revenus sont plus accentuées, malgré le poids des prestations sociales. Plus généralement, 49 % des Réunionnais ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté national. La part de la population métropolitaine ayant un niveau de vie inférieur à ce seuil est d'environ 13 %.

Le rapport inter décile s'établit à 5,2 à La Réunion. Cela signifie que le niveau de vie plancher des 10 % des personnes les plus aisées est 5,2 fois plus élevé que le niveau de vie plafond des 10 % des personnes les plus modestes, contre seulement 3,3 fois en France métropolitaine.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

Progression du nombre de projets de recrutement pour 2011

L'enquête "Besoins en main-d'œuvre" (BMO) réalisée par le Pôle Emploi et le Crédoc montre une hausse du nombre de projets de recrutement de 2,3% en 2011, malgré une baisse significative du nombre d'établissements recruteurs. Ainsi, 18 % des établissements envisagent de recruter, contre 22,5 % en 2010. Cette demande émane majoritairement des activités de services (22 % des projets de recrutement). Ainsi, les métiers de jardiniers salariés et paysagistes (10,7 % de l'ensemble des projets), d'agents d'entretien, de professionnels de l'animation socioculturelle et de secrétaires sont les plus recherchés en 2011. Globalement, les entreprises expriment moins de difficultés pour recruter, mais avec une plus forte saisonnalité. En effet, un quart des projets de recrutement est jugé difficile, contre un tiers en 2010 tandis que 23 % de ces projets correspondent à des emplois saisonniers contre 19 % un an auparavant. Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le [site de Pôle Emploi](http://www.pole-emploi.fr).

Recul de la production agricole en 2010

Après les hausses observées en 2008 (+ 11,5 %), et en 2009 (+ 2,2 %) la valeur de la production agricole est en léger retrait de - 2 % en 2010. Hormis le secteur de la volaille, des bovins et de l'horticulture qui progressent, tous les autres secteurs sont en très léger recul en 2010. Trois filières constituent l'essentiel de la valeur de la production agricole réunionnaise en 2010 : la canne à sucre (130,5 millions d'euros), les autres productions végétales : fruits, légumes, horticulture (135,2 millions d'euros), et les produits de l'élevage (108,8 millions d'euros).

Élection de Mme Nassimah Dindar à la présidence du Conseil général

Nassimah Dindar a été élue présidente du Conseil général pour un troisième mandat le 31 mars 2011. La nouvelle majorité souhaite mobiliser ses investissements autour des 5 piliers de croissance et de création d'emplois : le logement social, les services à la personne, l'agriculture et l'agro-nutrition, l'environnement et les travaux publics, avec un engagement particulier dans le développement de l'économie sociale et solidaire. Par ailleurs, depuis 30 avril 2011, elle est également présidente de la Société Immobilière du Département de La Réunion (SIDR).

Ouverture de deux nouveaux magasins Leclerc à La Réunion dans les prochains mois

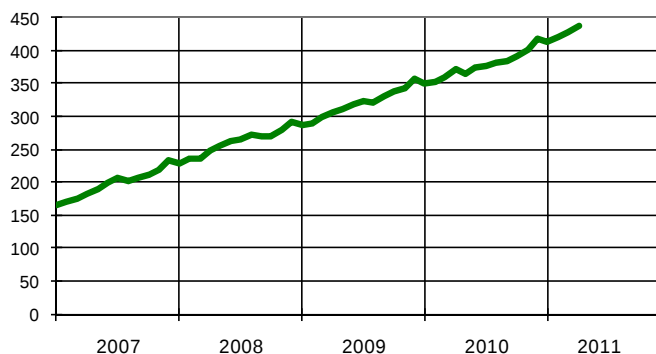
La Réunion compte actuellement une quinzaine de petits magasins Leclerc et Leclerc Express. L'île devrait voir l'ouverture de deux nouvelles surfaces Leclerc dans les prochains mois ainsi que la rénovation et l'enrichissement des gammes de produits des points de vente existants. D'ici 4 ans, l'enseigne Leclerc compte sur le développement de trois autres installations de magasins afin de passer de 14 à 20 % de parts de marché en terme de chiffre d'affaires.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

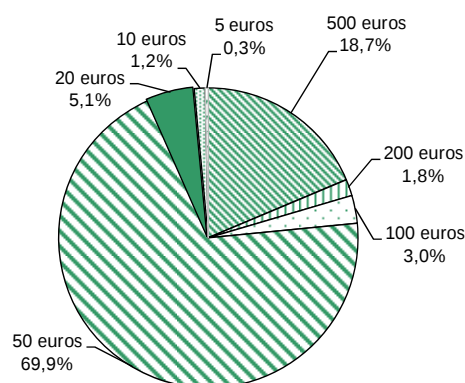
Les émissions nettes

Au 30 avril, les émissions nettes de billets s'étoffent de 8,8 millions d'euros sur le mois, soit +2 % (contre +1,9 % le mois précédent) et atteignent 437,7 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également : +2,2 %, après +1,2 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence de l'IEDOM de Mayotte s'établit à 8,4 millions au 30 avril 2011. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'était apprécié de plus d'un euro dix en janvier, atteint 52,2 €.

Emissions nettes cumulées de billet au 30 avril 2011



Répartition des billets en valeur au 30 avril 2011



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Evénements

Depuis le 31 mars 2011, une nouvelle organisation de la justice a été mise en œuvre à Mayotte : le tribunal de première instance (TPI) a disparu au profit d'un tribunal de grande instance (TGI). Par ailleurs, le tribunal supérieur d'appel a été remplacé par la chambre d'appel de Mamoudzou. Un tribunal mixte de commerce et un conseil des prud'hommes ont également été mis en place. Le 8 avril, le ministre de la justice, Michel Mercier, a officialisé la mise en œuvre du système judiciaire de droit commun.

Le 3 avril 2011, Mayotte a reçu la visite de Marie-Luce Penchard pour la mise en place officielle de la départementalisation de l'île. Un chantier pilote d'insertion des jeunes dans les quartiers sensibles de Kawéni a été lancé en sa présence : il s'agit de la réhabilitation d'un ancien bureau de police municipale en maison de jeunes. Le coût du projet est estimé à 830 000 euros.

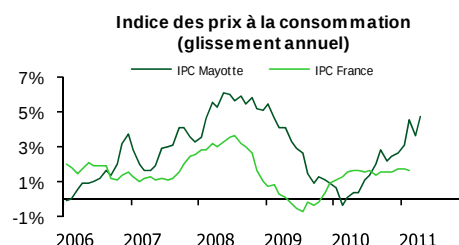
Enfin, les 25 et 26 avril, Mayotte a reçu la visite du ministre de la culture, Frédéric Mitterrand. Il s'est rendu sur le site touristique de Soulou où il a pu visiter les vestiges de l'ancienne usine sucrière de la société Bambao. Il a également inauguré la médiathèque de Passamainty.

De nouvelles dispositions législatives

Le décret n° 2011-357, approuvant la convention passée entre l'Etat et le groupe SNC Lavalin pour la construction de la nouvelle aérogare, l'aménagement des pistes et la gestion de l'aéroport, est paru au journal officiel du 1^{er} avril 2011. Dorénavant, l'aéroport de Dzaoudzi-Pamandzi est géré, non plus par la direction de l'aviation civile et la préfecture, mais par la Société d'exploitation de l'aéroport de Mayotte (SEAM), structure mise en place par SNC Lavalin.

Inflation

Selon l'INSEE, en avril 2011, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,2 %. Cette hausse s'explique essentiellement par la progression des prix des produits céréaliers (+2 %) et les poissons (+1,8 %). En glissement annuel (avril 2010 par rapport à avril 2011), l'indice des prix a crû de 4,9 %.



Source : INSEE
Base 100 : année 2006

Economie

Dans le cadre de la gestion du fonds mahorais de développement économique, social et culturel (FMDESC), un appel à projets a été lancé. Jusqu'au 31 mai 2011, les entreprises répondant aux critères de sélection peuvent prétendre aux aides directes à l'investissement dans les modalités prévues par le décret n° 2011-355 du 31 mars 2011. Sont éligibles les entreprises de taille moyenne qui interviennent dans la transformation des produits semi-finis ou qui proposent des projets d'un montant supérieur ou égal à 50 000 euros dans les domaines de l'environnement ou impliquant une technologie innovante.

La Compagnie générale d'affacturage, filiale à 100 % de la Société générale propose, depuis fin avril, le rachat de factures impayées depuis au moins 6 mois (issues notamment des marchés publics et privés). Elle se charge ensuite du recouvrement de ces montants. Cette procédure permet aux détenteurs initiaux de ces factures d'obtenir une trésorerie immédiate, une garantie de paiement et une gestion de leur portefeuille clients.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		avr.-11	114,4	1,4%	4,8%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		sept.-10	11 429	13,0%	7,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-11	10 510	-46,7%	-62,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-11	53 093	24,7%	-36,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	févr.-11	131	-64,5%	-73,7%
		cumulées	févr.-11	498	35,5%	-54,8%
	Taux de couverture	mensuels	févr.-11	0,66%	-0,94 pt	-1,16 pt
		cumulés	févr.-11	1,17%	-0,44 pt	-0,83 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-10	521	0,8%	34,7%
		cumulés	déc.-10	5 928	-	24,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-10	26 784	-29,6%	-22,5%
		cumulés	déc.-10	279 932	-	9,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-10	37,2	19,5%	-39,2%
		cumulés	déc.-10	512,9	-	17,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	9 337	179,8%	27,9%
		cumulées	déc.-10	83 628	-	-12,7%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-11	37 336	0,3%	4,3%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	mars-11	22 160	21,6%	7,7%
		cumulées	mars-11	59 859	-	3,5%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mars-11	103	47,1%	21,2%
		cumulés	mars-11	241	-	14,2%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mars-11	15	150,0%	-21,1%
		cumulés	mars-11	36	-	-42,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	déc.-10	7,4	110,7%	-29,8%
		cumulés	déc.-10	59,5	-	-33,1%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-10	44,3	80,6%	-35,2%
		cumulées	déc.-10	397,8	-	-31,0%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,50 %	date d'effet	13/04/2011
Taux de la facilité de prêt marginal		1,25 %		13/04/2011
Taux de la facilité de dépôt		2,00 %		13/04/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)				
ANNEE	2011	0,38 %	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65 %	JO du 11/02/10	2,00 %	2,00 %	2,50 %	2,50 %	1,25 %

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Avril 2011)			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6672 %	0,6780 %	0,6483 %	1,0016 %	1,1290 %	1,3220 %	1,6220 %	2,0870 %

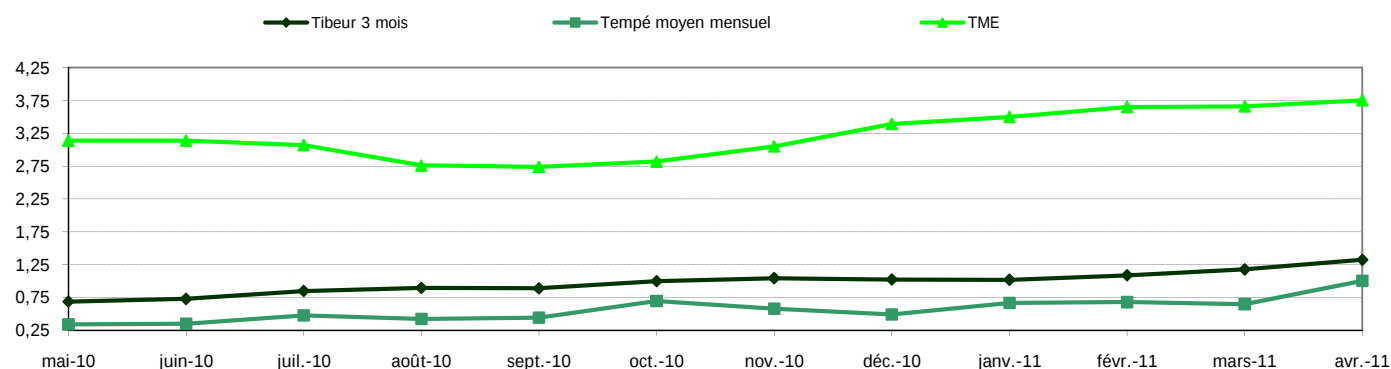
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
3,50 %	3,65 %	3,66 %	3,75 %	3,70 %	3,85 %	3,86 %	3,95 %

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
		Seuils de l'usure	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe		5,61 %	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament 9,12 %
Prêts à taux variable		5,01 %	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable 5,01 %
Prêts relais		5,99 %	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe 5,77 %
Autres prêts			Découverts en compte (1) 13,77 %
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,47 %	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans 5,65 %
Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament		19,53 %	
Prêts personnels et autres prêts		8,03 %	
			Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale
			Découverts en compte 8,03 %

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

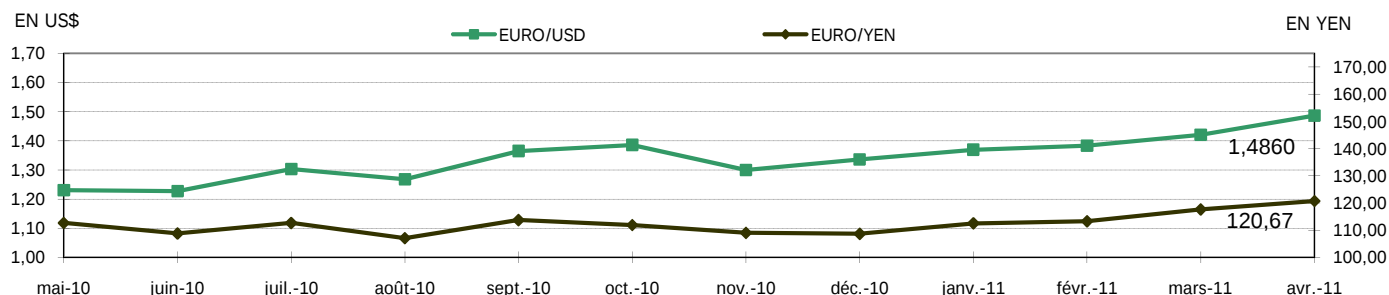
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4860	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,7994	EURO/SRD (Surinam)	4,90530
EURO/JPY (Japon)	120,6700	EURO/BWP (Botswana)	9,45570	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,66080
EURO/CAD (Canada)	1,4102	EURO/SCR (Seychelles)	18,2016	EURO/DOP (Rép. Dom.)	56,2766
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,89170	EURO/MUR (Maurice)	40,9991	EURO/BBB (La Barbade)	2,97300
EURO/SGD (Singapour)	1,8205	EURO/BRL (Brésil)	2,3464	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,52000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,5427	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,38370	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2878,8133	EURO/XCD (Dominique)	4,0135	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 6 mai 2011 - Dépôt légal : mai 2011 - ISSN 1284-4438